



# Presse

## Lu pour vous

### le JDD

**Lu pour vous le 13 octobre 2015**

## **Police : "Héros en janvier, aujourd'hui oubliés!"**

**Après la fusillade au cours de laquelle un évadé a grièvement blessé un de leurs collègues, les policiers vont manifester sous les fenêtres de la Chancellerie. Une incursion rare qui témoigne de la fracture entre police et justice.**

"Le prix du sang". "Tous dans la rue". "Police-justice : la rupture"... La plupart des syndicats de police appellent à manifester mercredi. Y compris les commissaires de police, ce qui n'était plus arrivé depuis... 2001. En province, les policiers se regrouperont devant les tribunaux de grande instance. Mais c'est sur le rassemblement parisien, sous les fenêtres du ministère de la Justice, que seront braqués les projecteurs. La dernière incursion de fonctionnaires de police place Vendôme remonte à 1983 et rappelle de mauvais souvenirs, avec des ministres ([Robert Badinter](#), Gaston Defferre) conspués sous de forts relents d'extrême droite. "Ils auraient pu choisir un site moins sensible", reconnaissait vendredi le préfet de police, Michel Cadot.

Mercredi, c'est à Yann Saillour que penseront tous ses collègues. Lundi dernier, à l'heure où un délégué syndical SGP-FO devait plaider son cas pour obtenir une mutation à Paris, ce policier de 36 ans, employé en Seine-Saint-Denis depuis sa sortie d'école, était grièvement blessé dans un échange de coups de feu avec des malfrats venant de braquer un entrepôt de bijoux. Quelque 150.000 euros de butin que Winston Blam, 24 ans et déjà huit condamnations au compteur, défendra jusqu'au bout, un 7.65 à la main, contrairement à son complice qui s'est rendu aux policiers sans résister.

## **En cavale depuis mai**

Le braqueur ne survivra que quelques heures à la fusillade. Le policier de la Bac, deux fois touché à la tête, s'accroche à la vie. Il a déjà subi deux opérations. Les nouvelles de sa situation sont largement diffusées par ses proches sur les réseaux sociaux : "Il est toujours en cours d'évolution lente du traitement pour une anesthésie progressive moins lourde. Cela va prendre du temps. Une petite satisfaction, son visage est désormais un peu dégonflé et la famille peut enfin le retrouver ainsi. Son état reste toujours grave, avec d'autres interventions lourdes prévues quand cela aura évolué..." Une collecte nationale à l'intention de ses proches a déjà recueilli plus de 20.000 euros.

Émotion, solidarité, mais aussi indignation. Winston Blam aurait dû, en effet, se trouver derrière les barreaux suite à une condamnation à six années de prison ferme prononcée courant 2013 pour vols aggravés. Il avait bénéficié d'une permission de sortie en mai pour régler des affaires de succession suite au décès de son père et n'avait pas regagné le centre

pénitentiaire de Réau (Seine-et-Marne) où il était détenu. En cavale depuis, Winston Blam faisait également l'objet d'une fiche S en raison de sa fréquentation, lors d'un séjour à Fresnes, de détenus proches de la mouvance islamiste radicale. Les perquisitions au domicile familial à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) et chez une amie en Seine-Saint-Denis n'auraient pas permis de confirmer cet ancrage islamiste. De quoi déclencher en tout cas une tempête médiatico-politique, poussant Christiane Taubira à demander à ses services un "rapport précis", l'Élysée à évoquer "une possible évolution de la législation sur les permissions" et les syndicats à passer de la parole à la manif...

"Fracture", le mot est prononcé, mais le débat n'est pas nouveau. "Pour les flics, la justice a toujours été un peu l'éternel bouc émissaire", rappelle Jean-Marc Bloch. L'ancien patron de la BRI et de la PJ de Versailles n'est pas surpris quand on lui fait remarquer que les grandes manifestations policières, toutes consécutives à des meurtres de fonctionnaires, se déroulent sous le règne de la gauche. "Naturellement conservatrice, la police a toujours une prévention contre les ministres de la Justice de gauche, surtout quand le poste est tenu par une personnalité progressiste." Ce fut déjà le cas avec Robert Badinter (abolition de la peine de mort) en 1983, Élisabeth Guigou (loi sur la présomption d'innocence) en 2001 et Christiane Taubira aujourd'hui...

## "Qu'ils aillent expliquer ça à la fille de Yann!"

**Ce n'est pas un hasard non plus si l'étincelle est venue de Seine-Saint-Denis. Selon les syndicats Alternative Police et SCSJ-CFDT, les policiers du 93 ont déjà subi plus de 1.580 agressions au cours des neuf premiers mois de l'année dans un département où le TGI est réputé idéologiquement marqué à gauche. En décembre 2010, la condamnation à Bobigny de sept policiers – comparés lors de l'audience à des membres de la Gestapo – dans une sale affaire de faux témoignages avait déclenché l'ire de 250 de leurs collègues devant le tribunal et donné lieu à une passe d'armes entre le ministre de l'Intérieur de l'époque, Brice Hortefeux, et l'ex-garde des Sceaux Marylise Lebranchu.**

"Il y a des préjugés dans les deux sens, une incompréhension, se désole un commissaire de banlieue. Prenez l'exemple de la formation des magistrats. Dans leur cursus, ils doivent passer vingt et une semaines dans un cabinet d'avocats et seulement deux dans un service d'enquête. En trente ans de métier, je n'ai jamais rencontré un seul juge d'application des peines."

"Il n'y a jamais eu aussi peu de permissions de sortie depuis plus de dix ans", a réagi le Snepap-FSU, qui représente l'ensemble des personnels de l'administration pénitentiaire et des services judiciaires. "Et dans 99,5% des cas, elles ne donnent pas lieu à des évasions. La douleur et le besoin de comprendre ne justifient pas toutes les dérives." "Qu'ils aillent expliquer ça à la petite fille de 7 ans de Yann!", rétorque, abrupt, un des collègues du policier blessé.